



Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement à la fin des contrats délégation des services publics pour l'eau potable et l'assainissement, au choix du futur mode de gestion, et à sa mise en oeuvre



Conseil Municipal



Sommaire





Mode de gestion

- Modes de gestion possibles
- Présentation des modes de gestion
- ▶ Comparaison des modes de gestion
- ▶ Comparaison financières



Impact du patrimoine et des investissements sur le mode de gestion

- ▶ Equilibre financier de l'exploitation du service eau potable
- ▶ Equilibre financier de l'investissement du service eau potable
- ► Equilibre financier de l'exploitation du service assainissement
- ▶ Equilibre financier de l'investissement du service assainissement



Orientation sur le mode de gestion

- ▶ Les points importants
- ▶ Tour de table



Prochaines échéances







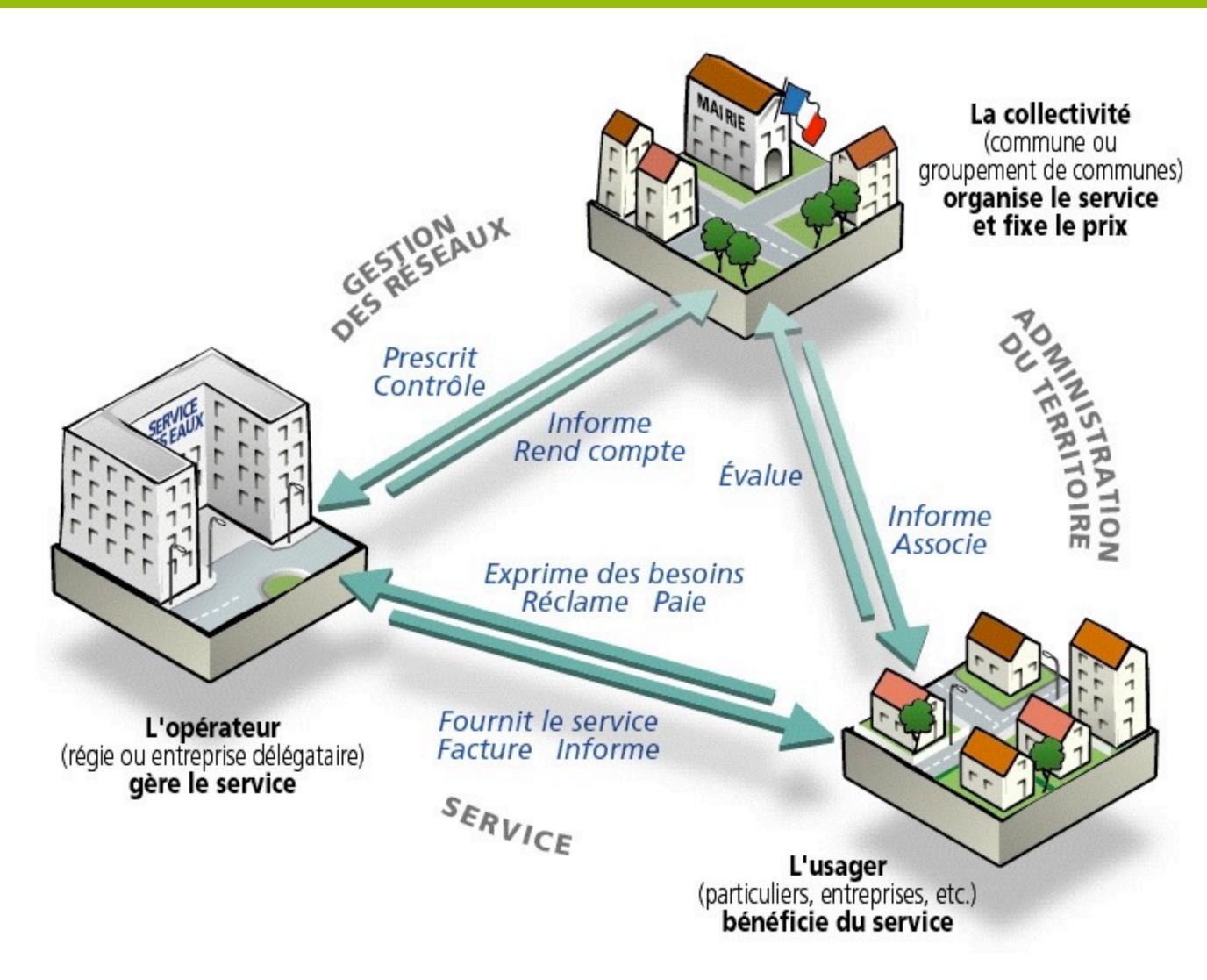
Modes de Gestion



Organisation administrative des services d'eau potable et d'assainissement



- → Depuis 1926, les services doivent obligatoirement être organisés autour deux entités
 - La collectivité qui a le rôle d'autorité organisatrice du service public et qui construit les équipements du service
 - L'opérateur qui gère le service suivant le mode de gestion choisi par la collectivité (régie, délégation)
- ◆ La collectivité doit
 - Définir la politique du service
 - Définir et contrôler les objectifs à atteindre
 - Fixer / contrôler le prix du service (montant des redevances)
 - Définir / contrôler / réaliser le programme d'investissement







Modes de gestion des services possibles



AFFERMAGE (= CONCESSION DE SERVICES)

Exploitation du patrimoine

Avec ses propres

Moyens humains

Moyens matériels

Mise en service branchement

Renouvellement matériel

Renouvellement compteurs

Gestion des abonnés

- Facturation
- Recouvrement
- Reversement part Collectivité

Rémunération

Directement auprès des abonnés selon les redevances définies au contrat

Risque supporté par le Délégataire

Pollution, Crise sanitaire Astreintes, Casses Recettes insuffisantes

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES = REGIE AVEC UNE FORTE EXTERNALISATION

Exploitation du patrimoine

Avec ses propresMoyens humains

Moyens matériels

Mise en service branchement

 Après accord de la Commune qui gère les autorisations et les abonnement au service Renouvellement matériel

Renouvellement compteurs

Gestion des abonnés

- Edition de la Facturation
- Recouvrement par la Commune avec l'appui ou non de la Trésorerie

Rémunération

Par la Collectivité selon les montants définis au marché

Risque supporté par la Commune sauf missions définies au contrat

> Astreintes, Casses Pollution (partagée)

RÉGIE DIRECTE

Exploitation du patrimoine

Avec ses propres

Moyens humains

Moyens matériels

• + Sous-Traitance

Mise en service branchement

Renouvellement matériel

Marchés publics pour le renouvellement de tout ou partir du matériel Renouvellement compteurs

Marchés publics pour l'acquisition de compteurs
Coût > Coût Délégataire

Gestion des abonnés

- Facturation
- Recouvrement avec l'appui ou non de la Trésorerie

Redevance

Part de la redevance communale pour couvrir les charges ci-contre Risque supporté par la Commune

Pollution, Crise sanitaire Astreintes, Casses Recettes insuffisantes





Compétences nécessaire au fonctionnement d'un service



♦ Exploitation du patrimoine

- Surveillance et entretien des ouvrages,
- Recherche et réparations de casses et obstructions,
- Traitement des eaux et des boues,
- Pompage,
- Mécanique,
- Electricité,
- Electronique industrielle,
- Hydraulique,
- Automatisme,
- Informatique,
- Chimie,
- Métrologie et comptages,
- Plans/SIG et inventaire,

- Gestion des stocks,
- Qualité et sécurité sanitaire.

→ Relations avec les abonnés

- Accueil des usagers,
- Facturation et recouvrement, le cas échéant
- Gestion du fichier des abonnés,
- Contentieux abonnés.

→ Sur le plan administratif

- Comptabilité,
- Achats et/ou marchés publics,
- Secrétariat,
- Informatique,
- Aspects juridiques





Equilibres des services et des moyens humains

Fonction de la mutualisation contractuelle ou territoriale

Réflexion pour la mutualisation moyens humains et matériels avec les collectivités voisines

10

10

10

10

30

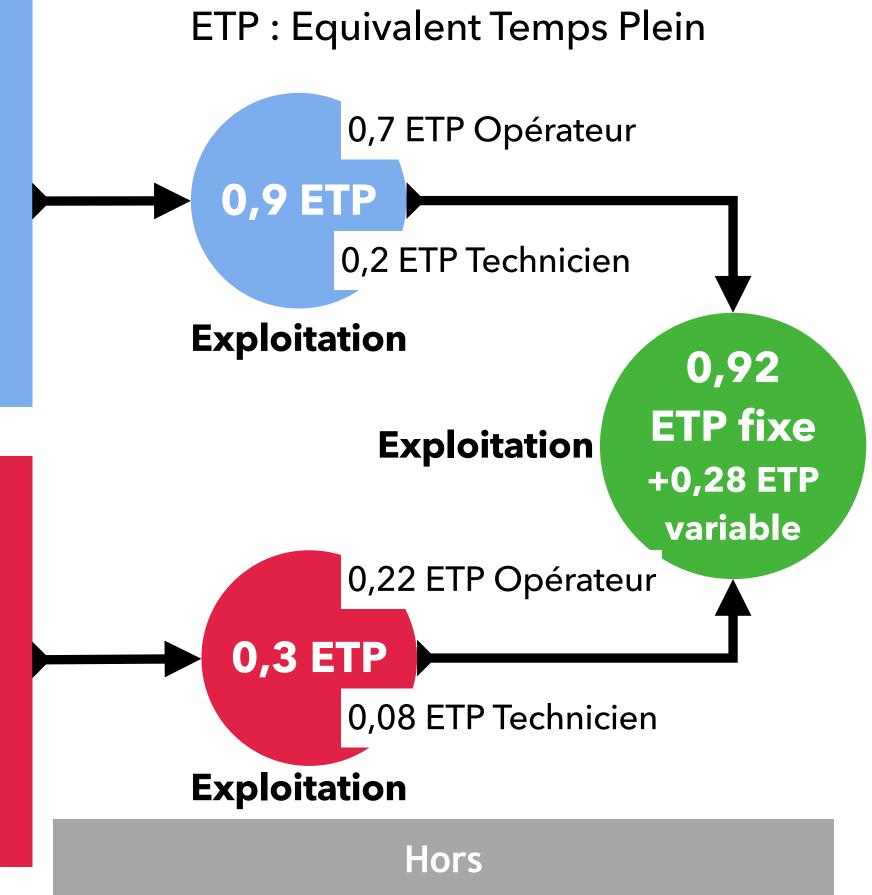
35

35

40

984 abonnés 75 362 m³ vol facturé 1 058 Compteurs 8 ressources 10 réservoirs 55 km réseau

704 abonnés 44 695 m³ vol facturé 1 Station d'épuration 19 km de réseau

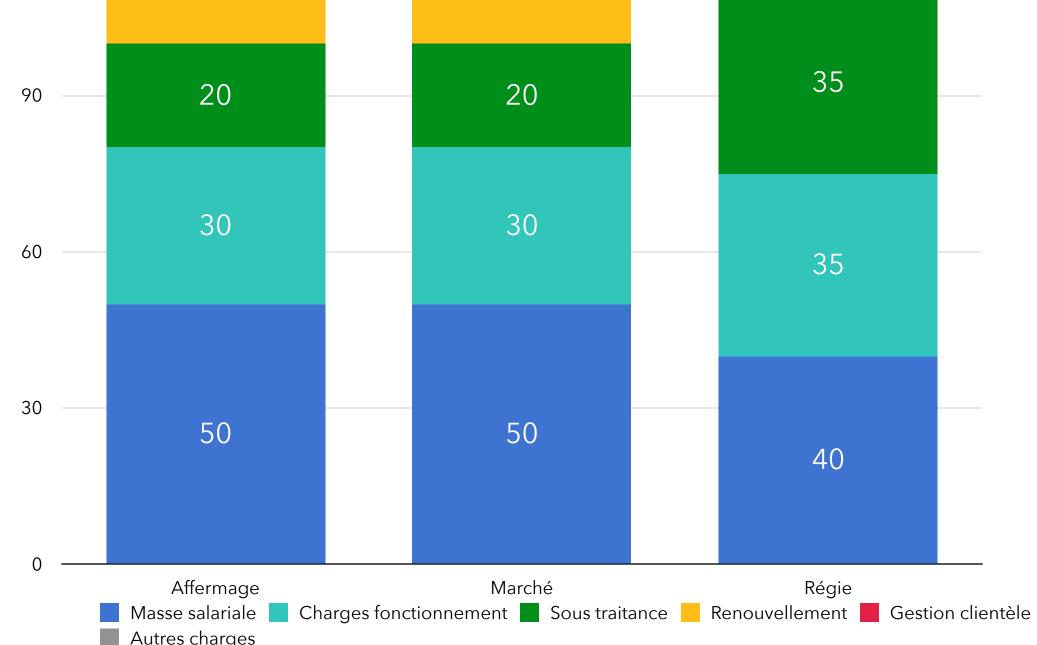


Sous-Traitance: 0,3 ETP

Pilotage Investissements

Pilotage contrat DSP

Gestion Clientèle : 0,15 ETP



15

120





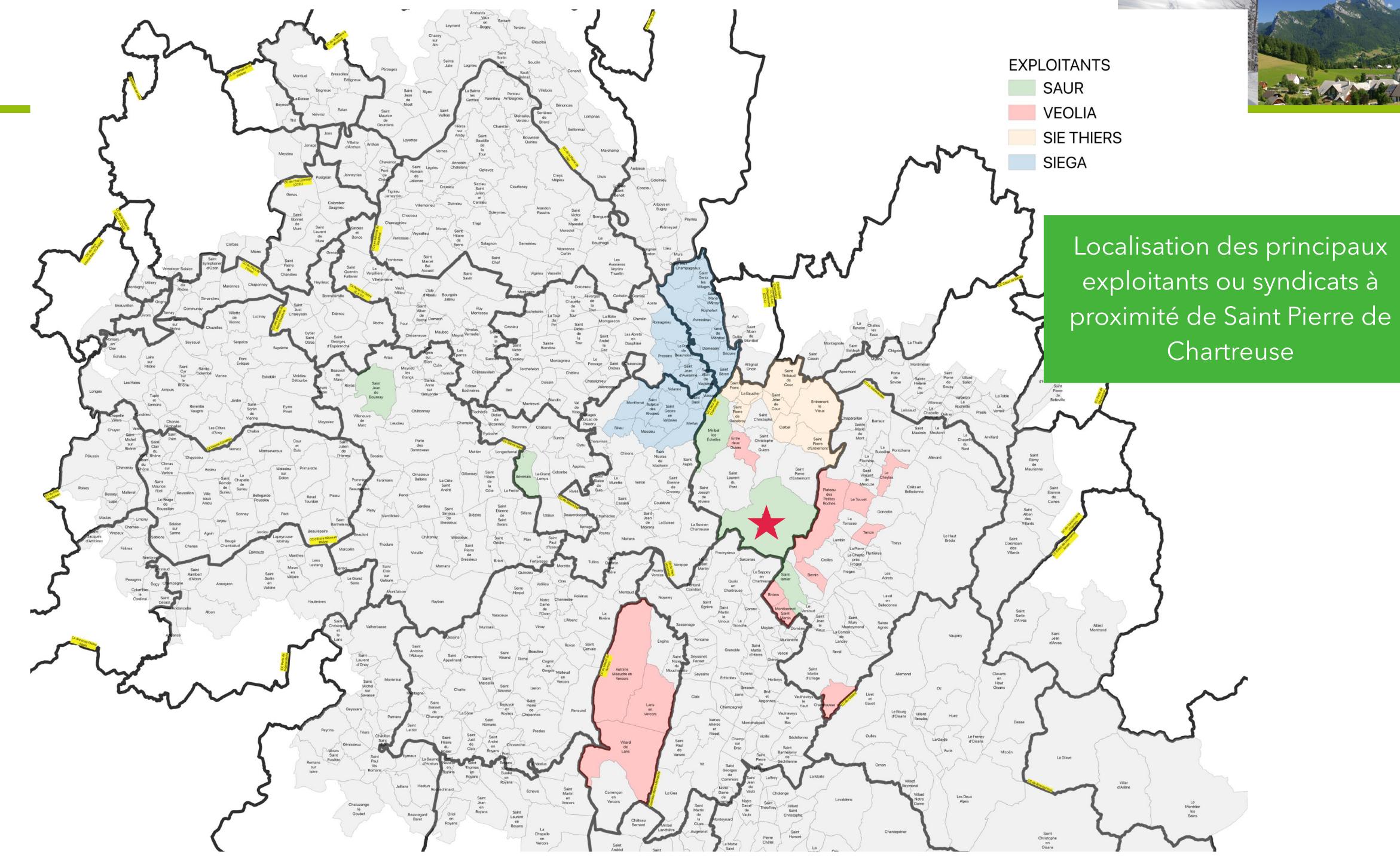
Mutualisation



- ◆ Saint Pierre d'Entremont 2 agents affectés partiellement aux services Eau et Assainissement
 - Partage des astreintes
 - Maîtrise de la production à partir de sources gravitaires (traitement UV)
 - Suivi des fuites (niveau d'expertise ?)
 - Maîtrise technique des agents pour la pose/terrassement des canalisations (en particulier en PEHD)
 - Pas de maîtrise du traitement des eaux usées
 - L'exploitaient de la station d'épuration est assurée par les agents de la Commune de Saint Pierre d'Entremont (Savoie)
 - Maîtrise du SIG (mais agent à la retraite maîtrise non garantie)
 - Facturation au forfait : pas de maîtrise
- ◆ Saint Laurent du Pont 1 à 2 agents affectés aux services réseaux (eau + assainissement)
 - + équipe pour la station d'épuration
 - Partage des astreintes
 - Maîtrise de la production à partir de sources gravitaires et de nappes (forage)
 - Suivi des fuites : 1 agent avec grosse expérience
 - 1 agent qui aurait de bonnes compétences en électromécanique
 - Difficultés à mettre à jour le SIG (mais en principe, maîtrise technique)
 - Maîtrise de la facturation qui assurée par un agent chargé à 100 %















Equilibre financier / risques



Délégation Régie **Si Recettes Pollution** Économie pour < Charges Casse Déficit Report l'abonné Surcoût Prix défini Prix contractuel Si Recettes Surfacturation Continuité **Excédent** Report > Charges de l'abonné service public Mauvaise Prix Prix **Entretien du** estimation contractuel défini patrimoine pour couvrir pour couvrir **Optimisation** les charges les charges Renouvellement Modification relatives aux relatives aux patrimoine Charges Charges missions et aux missions et aux **Amélioration** objectifs objectifs



Présentation Affermage (=concession de services)



- ◆ Ce mode de gestion permet à la collectivité de confier à une entreprise l'exécution du service tout en conservant la maîtrise de celui-ci
- ◆ L'entreprise assure l'exécution du service avec son propre personnel selon les méthodes de la gestion privée et à ses risques et péril
- ◆ Le principe fondamental : contrat d'objectifs et non un contrat de moyen
- ◆L'une des caractéristiques essentielles des modes de gestion déléguée concerne le risque financier lié à l'exploitation du service : il ne pèse pas sur la seule collectivité mais (en tout ou partie) sur l'entreprise délégataire, qui se rémunère sur le prix payé par les usagers du service
 - Nécessite de bien définir les conditions d'exploitation et les objectifs du service en amont
 - ◆ Dans le cas contraire, il est nécessaire de conclure des avenant, plus facile à négocier pour l'intégration de patrimoines nouveaux que la suppression de patrimoine
- ◆ Certains investissement peuvent être confiés au délégataire (lot « concessif »)
- ◆La collectivité garde la maîtrise du service dans la mesure où l'entreprise est tenue de rendre compte de sa gestion sur les plans technique et financier
- → La durée d'un contrat d'affermage est limitée à 20 ans
- ◆ Le délégataire est soumis à l'impôt sur les sociétés



Régies



- ◆ La gestion du service en régie signifie que la collectivité prend en charge le service directement et en exclusivité, en conséquence :
 - Elle a autorité directe et totale sur l'exécution du service
 - Elle assure seule le financement des investissements
 - Elle supporte la totalité du déficit éventuel du service
- ◆ La régie n'exclut toutefois pas l'intervention du privé en qualité de prestataire de services
 - De manière ponctuelle ou pour des besoins / missions non couverts
 - En totalité = marché d'exploitation
- → Il est possible de mutualiser les moyens avec une autre régie
 - Ententes, conventions
 - Structures communes



Marchés publics d'exploitation



- ◆ Comme pour la délégation, un marché permet à la collectivité de confier à une entreprise l'exécution du service tout en conservant la maîtrise de celui-ci
- → L'entreprise assure l'exécution du service avec son propre personnel selon les méthodes de la gestion privée
- ◆En revanche, à la différence de la délégation, la rémunération n'est pas liée aux résultats du service et le prestataire ne supporte pas le risque d'exploitation
- ◆ La collectivité garde la maîtrise du service dans la mesure où l'entreprise est tenue de rendre compte de sa gestion sur les plans technique et financier



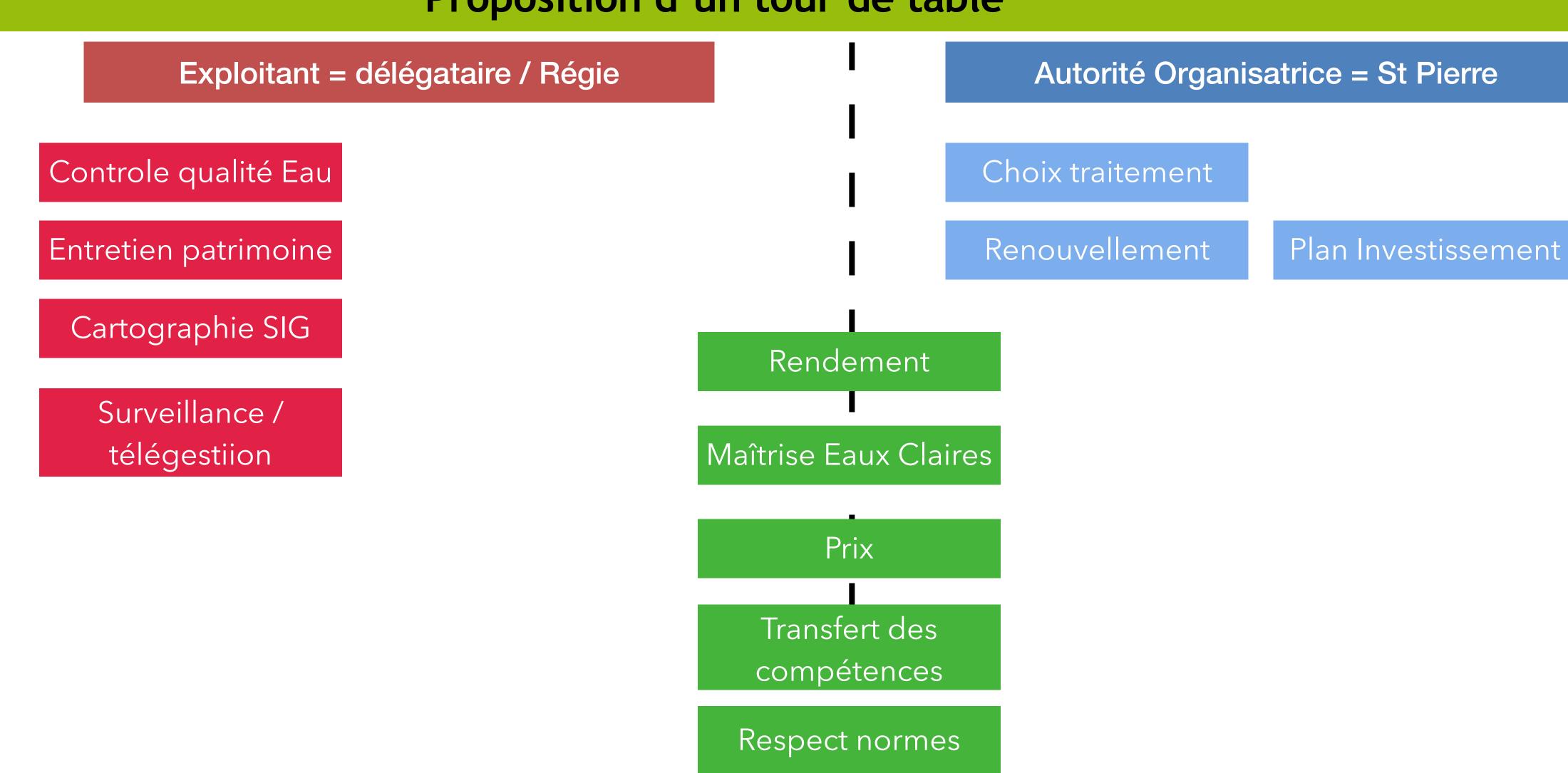
◆ La durée d'un marché public d'exploitation : 1 à 8 ans



Critères / attentes sur les services



Proposition d'un tour de table







| | Critères | Commentaires | Affermage | Marché d'exploitation | Régie |
|-------------|--|--|-----------|--------------------------|---------|
| | Continuité du service (+ Astreintes) | Principe fondamental du Service Public, cette obligation est nécessairement assurée par le délégataire, et dans une moindre mesure par l'exploitant (rôle partagé avec la collectivité). Pour la collectivité, cette obligation sera respectée selon les moyens à disposition | *** | *** | ***•• |
| | Réactivités fuites / pannes | Fortement liée au moyens mobilisables localement, la réactivité sera variable suivant les implantations des sociétés privés. En régie, cette réactivité serait supérieure en cas de régie mutualisée | *** | ** • • | *** |
| l | Plan de secours | Lié au principe au continuité du service public, le délégataire disposera de tous les moyens pour assurer la fourniture d'eau en cas d'interruption du service (citerne, packs bouteille d'eau). En marché, la maîtrise sera fonction du niveau d'exigence contractuel. En régie, cette maîtrise semble inférieure | **** | *** | ** • • |
| o i t | Maîtrise technique | Au-delà des compétences techniques des opérateurs qui sont identiques pour tous les modes. Le délégataire est en capacité de mobiliser différentes compétences (technicien, ingénieur, etc.) | **** | *** | *** |
| t i o | / SIG | Même si elle n'est pas toujours assurée correctement, les sociétés privés sont en capacité de réaliser cette mission correctement. En régie, si les moyens sont limités, cette mission passe souvent au second plan | *** | *** | ** • • |
| n | Reporting Réglementaire | aispositions regiententanes, le détegataire apporte des infetiteurs garanties | **** | *** | *** |
| | Gestion du personnel | En régie, il est nécessaire de gérer tous les aspects (recrutement, rémunération, arrêt maladie). | **** | *** | *** |
| | Implication des élus | Selon les moyens de la régie, les élus auront obligation de prendre le relais pour des missions quotidiennes. Pour les autres modes, il s'agira d'une mission de contrôle | *** | ***. | * • • • |





| | Critères | Commentaires | Affermage | Marché d'exploitation | Régie |
|------------------|---|---|-----------|--------------------------|---------|
| | Facturation des abonnés | En délégation, la collectivité profite de tous les moyens / services mis en place à l'échelle nationale. En régie, bien que les modalités de paiement aient été améliorés ces dernières années, la gestion avec la trésorerie amène une certaine complexité et une moindre réactivité | **** | *** | *** |
| A b o n | Relation clientèle | Mise en part la facturation qui assurée par la TP locale (St Laurent du Pont), les autres aspects seraient gérés à St Pierre. En affermage, la relation est assurée au niveau de l'agence local | *** | **** | *** |
| n é s | Gestion des réclamations | idem | ***•• | **** | **** |
| S | Application décision impopulaire (mise en conformité) | L'application de certaines décisions relève du Maire (mise en conformité des branchements, gestion des fuites avant compteurs). En affermage, tout ou partie des décisions sont assurées par le délégataire. En prestation, quelques aspects peuvent être confiés à l'exploitant | *** | **••• | * • • • |





| | Critères Commentaires | | Affermage | Marché d'exploitation | Régie |
|--------|-------------------------------------|---|-----------|--------------------------|---------|
| Achats | Achats / commandes au quotidien | Prévu au niveau des contrats, la collectivité n'a pas plus à gérer les achats de fourniture ou de consommable. En régie, cela nécessite la mise en place de procédures d'achats publics qui peuvent néanmoins être allégées en passant par l'UGAP ou achats groupées avec des collectives voisines | *** | *** | ** • • |
| | | Dépendant du partage entre les exploitants privés et la collectivité, l'intégration dans un programme contractuel, dont l'excédent est restituable, permet une certaine maîtrise des coûts. Une marge est probablement dégagée des exploitants par rapport au coût affiché. En régie, il sera sûrement nécessaire de recourir à un Maître d'Oeuvre (surcoût de 10 à 15%) pour mener la même opération de renouvellement et mener une procédure d'achat public | *** | *** | **•• |
| | Intégration de nouveaux ouvrages | En délégation, il est possible de prévoir l'intégration, en début de contrat, ou, en cours de contrat, ce qui nécessitera la passation d'un avenant. En marché, il sera également nécessaire de passer un avenant, plus simple à mettre en place | **** | ***·• | * • • • |
| | AMO Investissements | En application des missions de service public, le délégataire en principe l'obligation de mener différentes investigations pour identifier l'origine des dysfonctionnements ou des insuffisances. Suivant les moyens définis au contrat, il ne pourra pas tout identifier, mais il pourra apporter des préconisations ou apporter des solutions concrètes (selon les missions définis au contrat). En régie, il sera souvent nécessaire de recourir à une externalisation | | ** • • | * • • • |
| | Complexité de mise en place | La procédure de passation d'une DSP est la plus longue et la complexe. Le marché public est une procédure assez simple. En Regie, outre les obligations administratives d'organisation, il sera souvent nécessaire de recourir à plusieurs marchés | * • • • | **** | *** |





| | Critères | Commentaires | Affermage | Marché d'exploitation | Régie |
|---|--|---|-----------|--------------------------|----------------|
| | Transparence | La maîtrise du fonctionnement du service est meilleure en régie. En prestation, la maîtrise de la rémunération permet un meilleur contrôle. | ** • • | *** | **** |
| 4 | Suivi financier | La maîtrise de toutes les dépenses du service est meilleure en régie. En délégation, la comptabilité des CARE est très opaque et rarement représentatif du service (clés de ventilation) | ** • • | *** | **** |
| t | Maîtrise du prix de l'eau et de l'assainissement | Fixé contractuellement dans le contrat d'affermage, le prix évolue selon les formules de révision. En marché, et encore plus en régie, le prix peut être revu plus régulièrement pour tenir compte des variations de fonctionnement (importance de maîtriser un Fond de Roulement ou une réserve) | *** | *** | ** • • |
| | Interrogation régulière pertinence du mode gestion | Fonction de la durée du contrat, la collectivité est obligée de s'interroger régulièrement. En régie, aucune disposition règlementaire impose cet exercice | *** | *** | * • • • |





Comparaison financière des modes de gestion



Eau potable



Eau Potable - Compte d'Exploitaiton Prévisionnel (CEP) - Comparaison

| Cumul | Personne | AEP + | EU > | 1 Agent |
|-------|----------|-------|------|---------|
| | | | | |

| | | | Culliant | | | 19cm | _ |
|---|----------|---------|----------------|---------------------------|--------------------------------|------------------------|----------|
| PRESTATIONS CHARGES | DSP | Marché | Régie Directe | Régie + Sous Traitance | Régie + Sous Traitance STEP | Régie Mutualisation | |
| Personnel (1) | | | | | | | |
| Energie électrique (2) | | | 1 | | | | • |
| Produits de traitement (3) | | | 1 | | | | |
| Analyes (4) | | | | | | | |
| Sous-traitance, matières et fournitures (5) | 35 250 € | | 1 | | | | |
| Impôts et taxes (6) | | | 1 1 | | | | |
| Autres dépenses exploitation | | | | | | | |
| Télecom (7) | 1 340 € | | 1 1 | | | | |
| Véhicules (8) | 6 215 € | | 1 1000 € | 7 000 € | | | |
| Informatique (9) | | | 170006 | 2 000 € | 2 000 € | 2 000 € | |
| Assurance (10) | | | 1 675 € | 675 € | 675 € | 675 € | 4 |
| Locaux (11) | | | 11 | | | | |
| Autres (12) | 2 200 € | 2 200 € | , 2200 € | 2 200 € | 2 200 € | 2 200 € | |
| Facturation (administratif) (18) | | | 7,850 € | 7 650 € | 7 650 € | 7 650 € | |
| Contribution Services Centraux (13) | | | 1 1 | | | | |
| Garantie Renouvellement (14) | | | | | | | |
| Programme Contractuel (15) | | | 1 | | | | |
| Compteurs (16) | | | 1 | | | | |
| Pertes Créances (17) | | | | 1500 € | 1 500 € | 1 500 € | |
| Admnistratif / Comptabilité | | | 1 | | | | |
| Audit Exploitant | | | 1 | | | | |
| BILAN DES CHARGES | | | | | | | |
| | | | | - | | | 1 |

- Régie= obligation de sous-traitance
 - Potable Prestation
 - ◆ Electromécanique
 - ◆ Assistance Exploitation / AMO
 - ◆ Lavage réservoirs
 - ◆ Pose compteurs
- Indirectement en sous-traitant l'exploitation de la STEP
 - ◆ Electromécanique
 - ◆ Assistance Exploitation / AMO
 - ◆ Lavage réservoirs

Ecart de 20 k€ entre le + et - cher





Assainissement



Assainissement - Compte d'Exploitaiton Prévisionnel (CEP) - Comparaison

| | Cumul Per | sonnel AEP | + EU > 1 Ac | gent | | | |
|---|-----------|------------|------------------|--------------|----------------|---------------|----------|
| PRESTATIONS CHARGES | DSP | Marché | Régie Directe | Régie + Sous | Régie + Sous | Régie | |
| CHARGES | | | | Traitance | Traitance STEP | Mutualisation | |
| Personnel (1) | | 25 096 € | 12,900 (| | | | |
| Energie électrique (2) | 3 680 € | 3 680 € | 4 350 € | 4 350 € | | | • |
| Analyes (3) | 960 € | 960 € | 1 7216 | 720 € | | 720 € | Ē |
| Sous-traitance, matières et fournitures (4) | | | | | 71 103 € | | |
| Impôts et taxes (5) | 1 095 € | | | | | | |
| Autres dépenses exploitation | | | 1 1 | | | | |
| Télecom (6) | 249 € | 249 € | 240 € | 240 € | | 240 € | Ē |
| Véhicules (7) | 3 551 € | 3 492 € | 500 € | | 500 € | | |
| Informatique (8) | 700€ | 700€ | 1 1 500 € | 500 € | | 500 € | |
| Assurance (9) | 450 € | 450 € | 11 | | | | |
| Locaux (10) | | | | | | | |
| Autres (11) | | | 11 | | | | |
| Facturation (remboursement) (16) | 2 625 € | 2 625 € | / 1 | | | | |
| Contribution Services Centraux (12) | 9 600 € | | | | | | • |
| Garantie Renouvellement (13) | 4 165 € | 4 165 € | 4 165 € | 4 165 € | | 4 165 € | |
| Programme Contractuel (14) | | | 20 0000€ | 20 000 € | | 20 000 € | |
| Pertes Créances (15) | 1 000 € | 1 000 € | | | | | |
| Admnistratif / Comptabilité | | | 3 000€ | | | 3 000 € | |
| Audit Exploitant | 1 500 € | | 1 | | | | |
| | | | 1 | | | | |
| BILAN DES CHARGES | 86 275 € | | | | | | |

- Régie= obligation de sous-traitance
- DirectementPrestationsassainissement
 - ◆ Electromécanique
 - ◆ Autosurveillance
 - ◆ Contrôle branchement
 - ◆ Assistance Exploitation / AMO
- Exploitation de la STEP
 - Contrôlebranchement
 - ◆ Assistance Exploitation / AMO

Ecart de 10 k€ entre le + et - cher







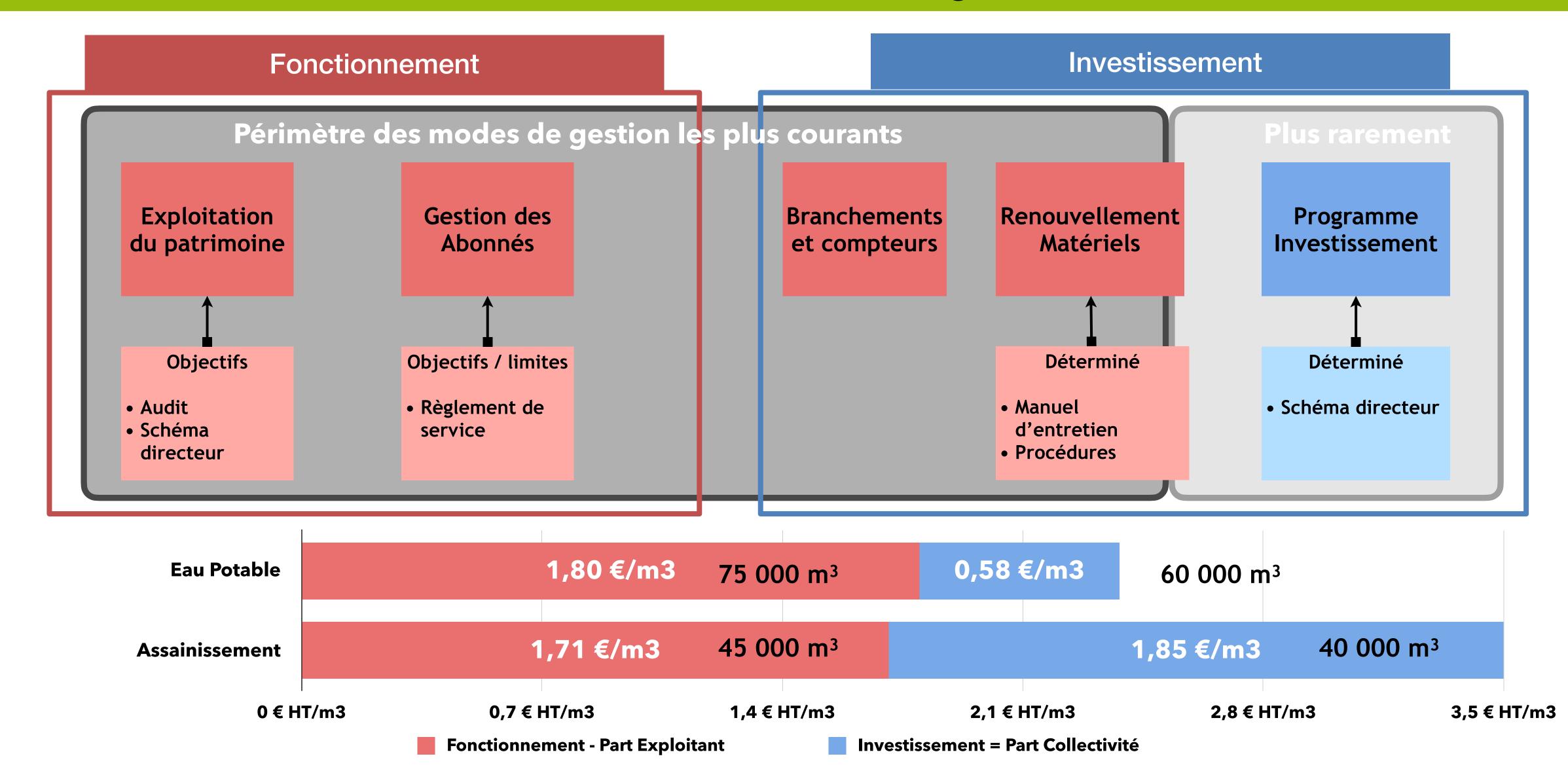
Impact du patrimoine et des investissements sur le mode de gestion



Equilibres financiers



Selon les recettes actuelles du mode de gestion

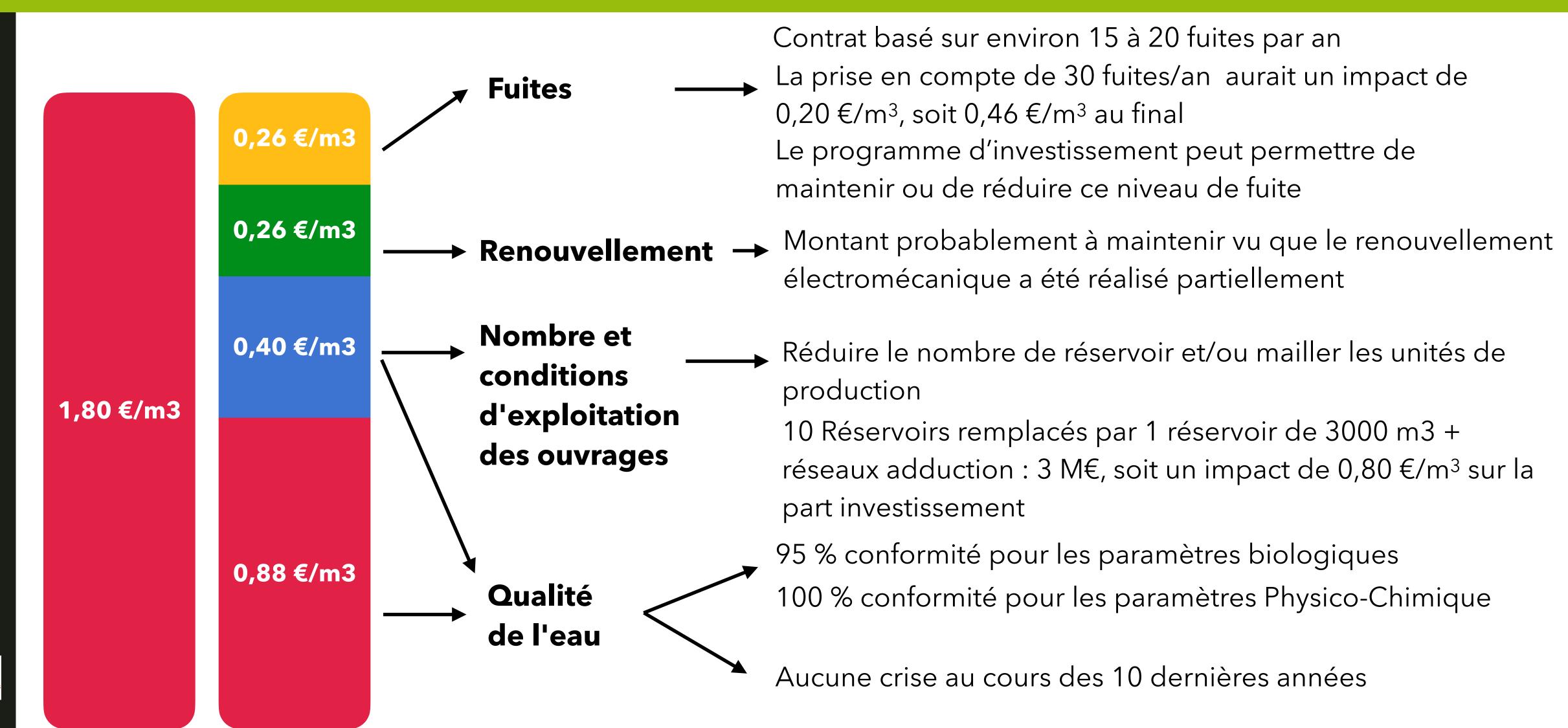




Équilibres financiers pour l'exploitation du service eau potable



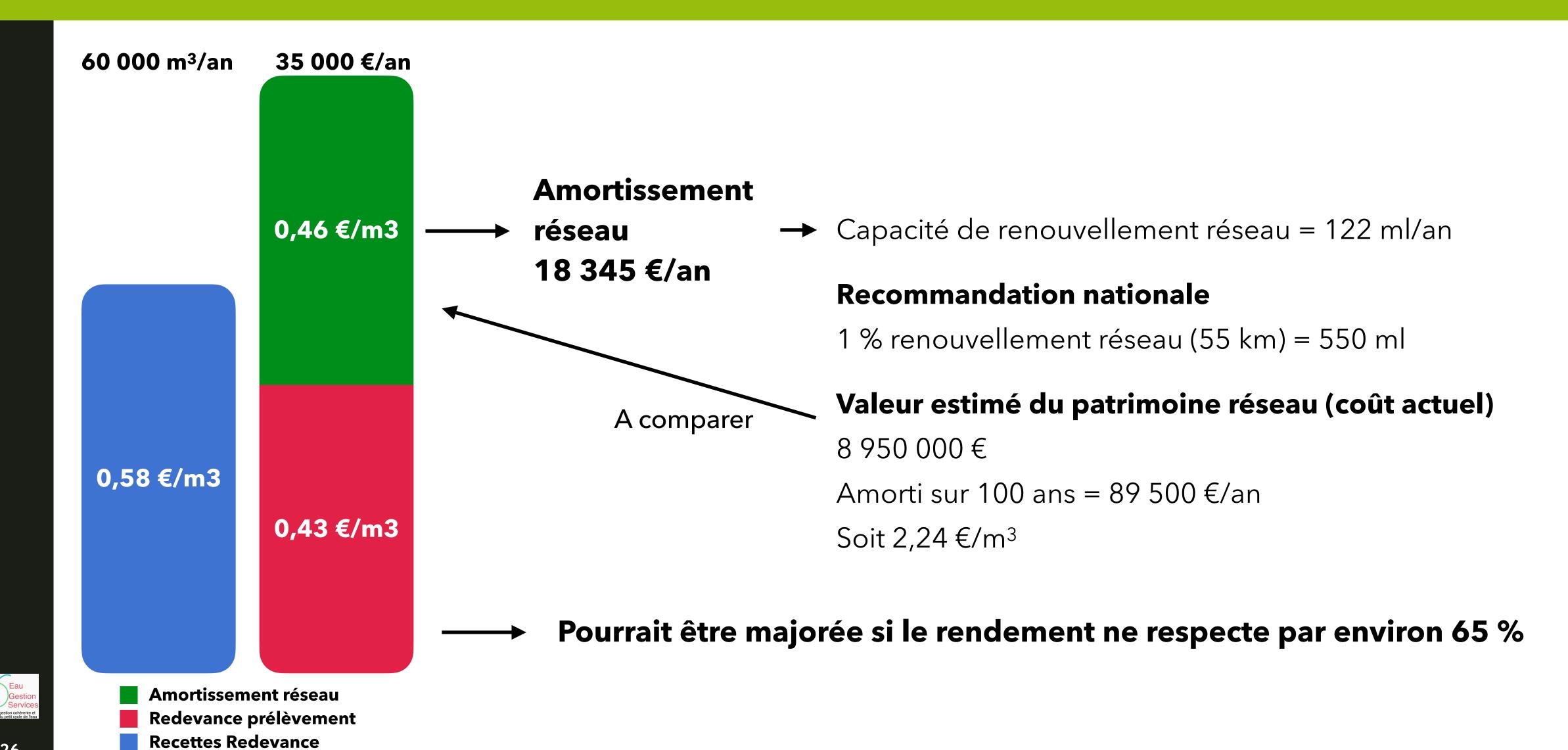
Déterminés sur le montant de la redevance actuelle





Équilibres financiers pour l'investissement du service eau potable



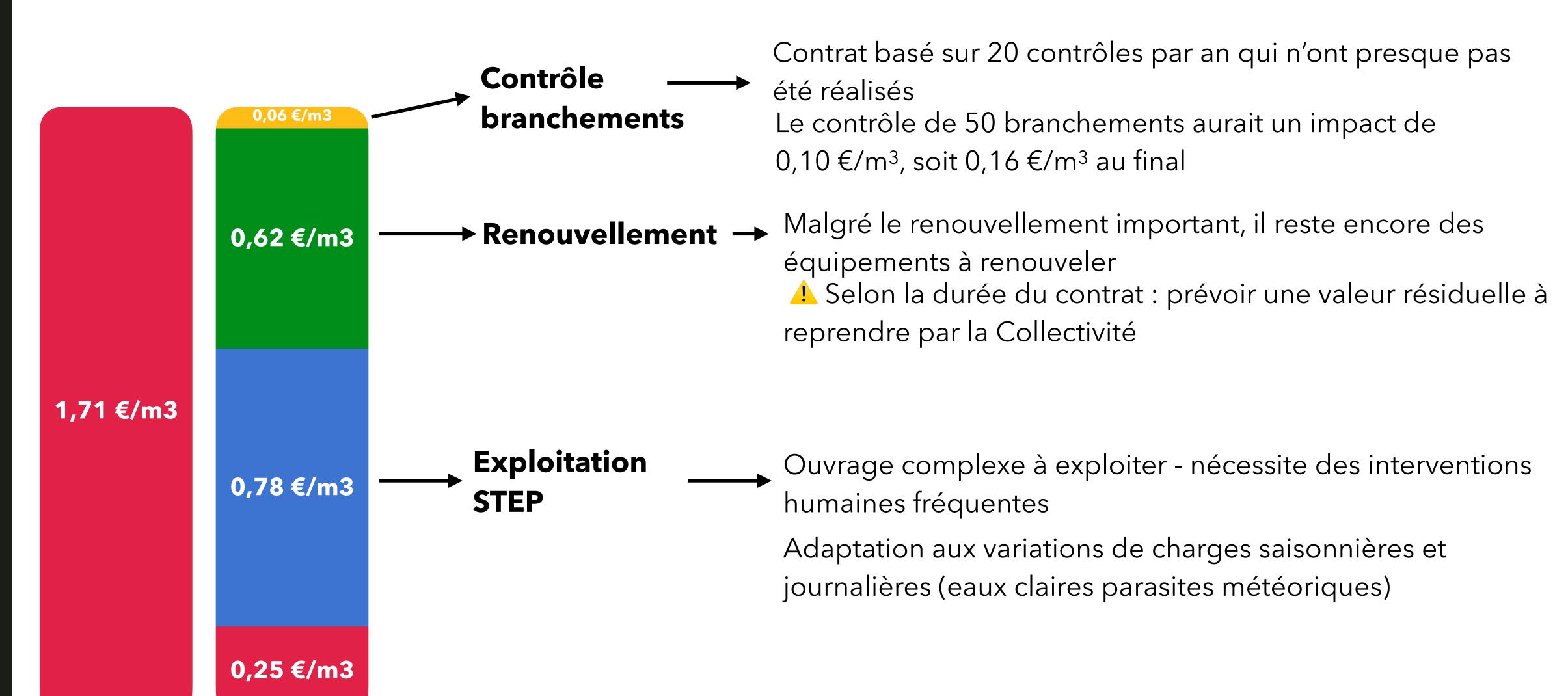




Équilibres financiers pour l'exploitation du service assainissement



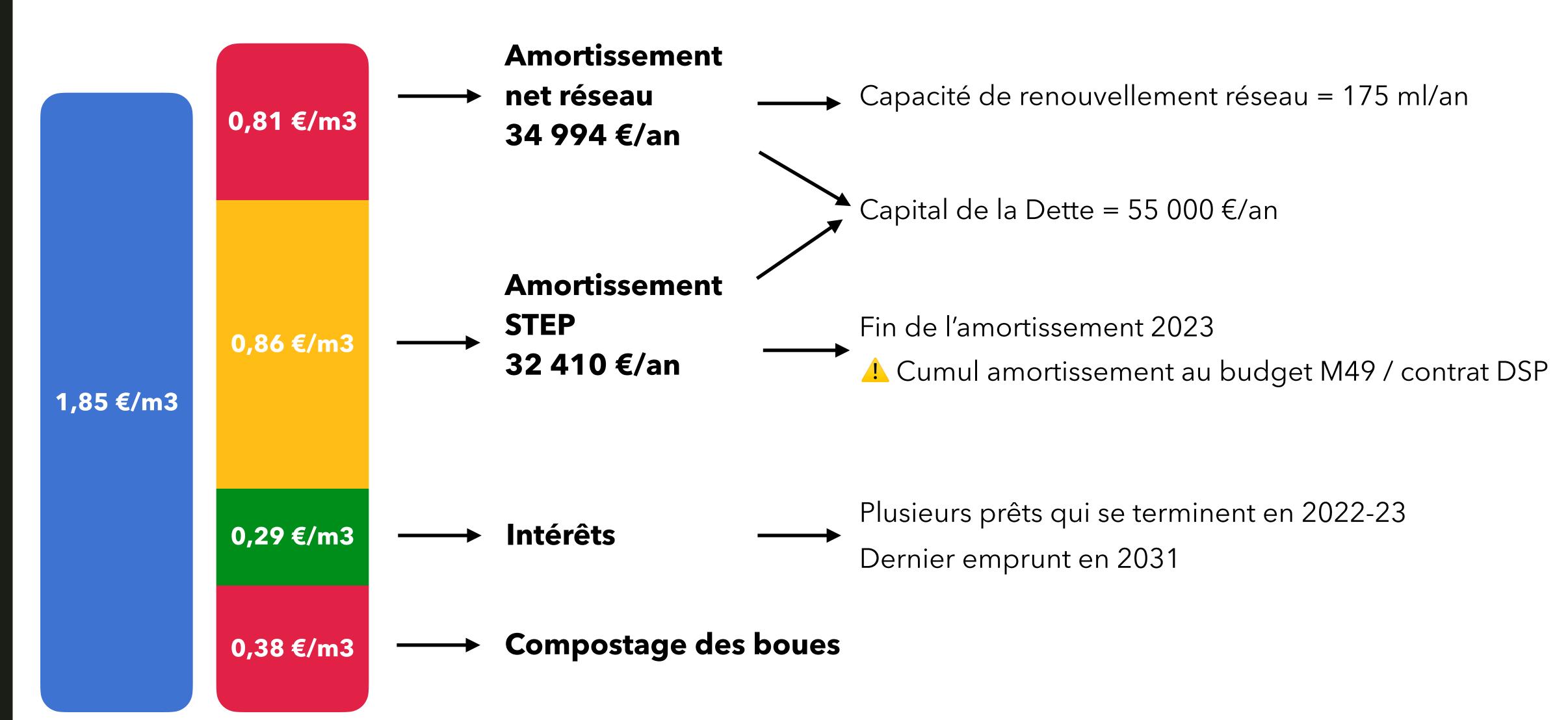
Déterminés sur le montant de la redevance actuelle





Équilibres financiers pour l'investissement du service assainissement





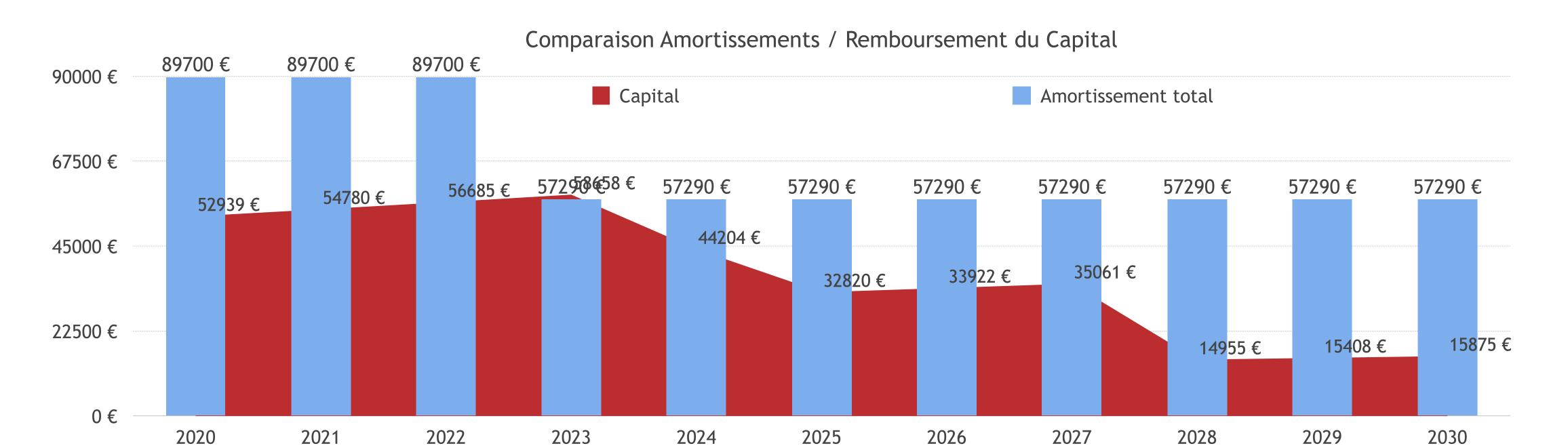


Graphique des emprunts et des amortissements



Profil de remboursements des emprunts en cours









Orientation sur le mode de gestion



Orientation sur le mode de gestion



Tour de table

- ◆Critère coût / prix pas prépondérant
 - ◆ Eau potable : écart de 0,25 €/m3
 - ◆ Assainissement : écart de 0,22 €/m3, en même un peu moins avec la correction des erreurs de facturation par la SAUR en 2020
 - ◆ Meilleure maîtrise du prix en délégation (si correctement défini au moment de la consultation)
- **→**Technique
 - Eau potable : patrimoine assez simple à exploiter, mais pas aléatoire liée aux fuites
 - Assainissement : patrimoine complexe (process de la station d'épuration, dysfonctionnement du réseau de collecte)
- **♦**Gestion de crise / réactivité / astreintes
 - ◆ La régie seule (avec un seul agent) peut rapidement être mise en difficulté
- ◆Facturation / gestion clientèle
 - Régie : proximité
 - Délégation : agence locale, mais meilleurs outils via le Portail Client (paiement, abonnement, etc.)
- ◆Gestion administrative / Ressources Humaines / Achats / Comptabilité
 - Régie : nécessité d'organisation des moyens au niveau des services communaux
 - ◆ Sous-traitance : commande publique pour marché d'exploitation ou pour des marchés de prestations ponctuelles
 - Délégation : pas de changement

Délégation

Marché Exploitation pour les 2 services

Régie avec externalisation prestations eau potable et assainissement

Régie avec marché exploitation STEP

Régie avec mutualisation communes voisines





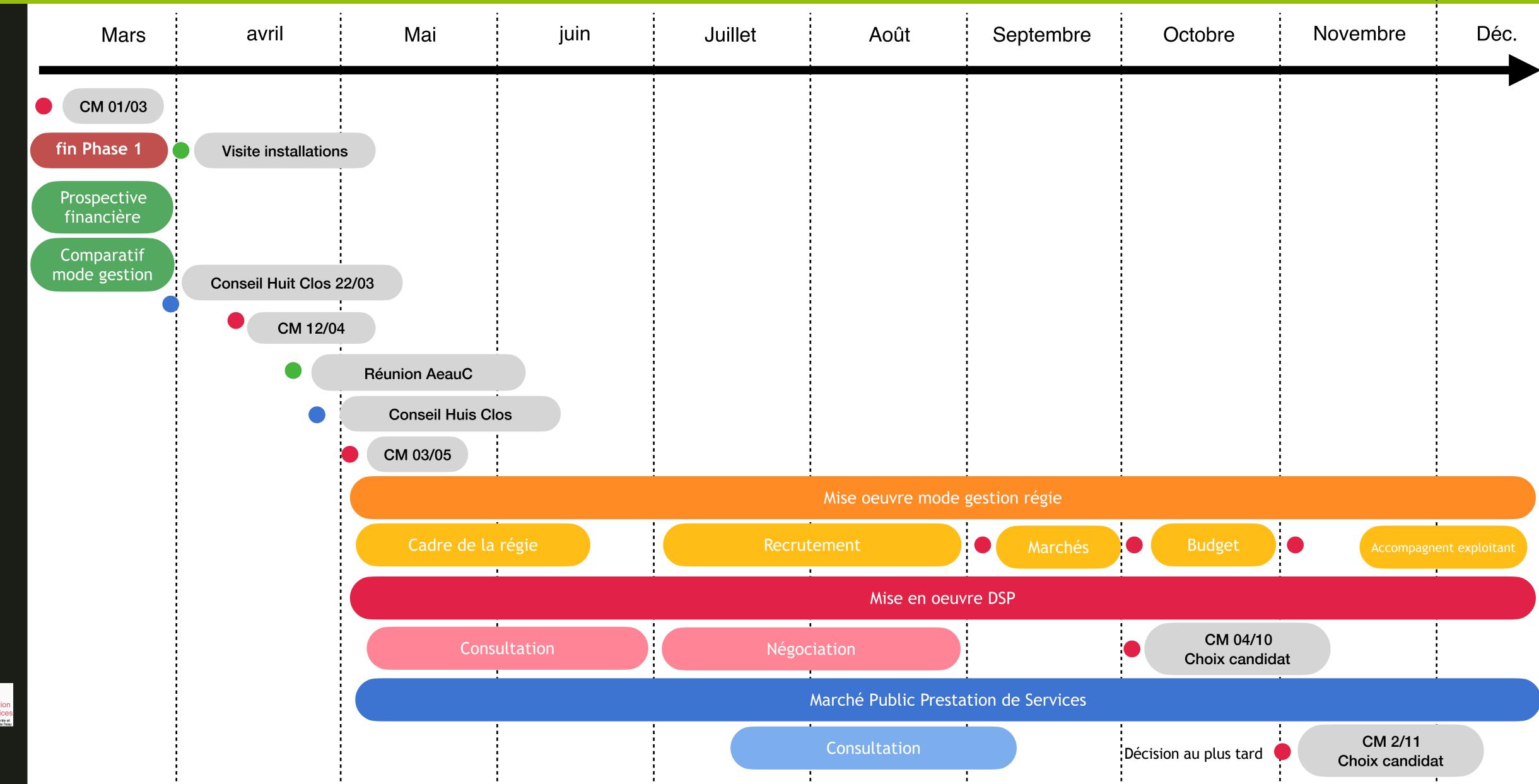


Prochaines échéances



Les prochaines grandes échéances









Fin